



# Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif

Communiqué de presse du Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif du 13 juin 2022

## L'initiative sur l'élevage intensif est inutile et nuisible !

L'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse » sera soumise au peuple le **25 septembre**. Le Conseil fédéral, le Parlement et le secteur agricole la considèrent comme inutile, car le niveau de bien-être des animaux en Suisse est inégalé et que l'offre exigée par l'initiative est déjà plus que suffisante. Lors de sa conférence de presse, une large alliance d'acteurs issus de l'économie et de l'industrie, notamment agroalimentaire, et de la politique a expliqué ses arguments contre l'initiative et a donné en même temps le coup d'envoi de la campagne de votation.

Le 25 septembre, l'initiative sur l'élevage intensif donnera une fois de plus l'occasion au peuple de se prononcer sur un projet extrême, inefficace et même inutile au vu du bien-être dont jouissent déjà les animaux de rente en Suisse. Le Conseil fédéral et le Parlement s'y opposent. Aujourd'hui, lors de la conférence de presse du comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif, une large alliance est venue exposer ses arguments.

### **Argument 1 : la Suisse se distingue déjà par une loi sur la protection des animaux d'une sévérité unique au monde et par des effectifs maximaux d'animaux**

L'agriculture suisse se caractérise par un niveau très élevé de bien-être animal. Celui-ci est garanti par de nombreuses prescriptions, comme une loi sur la protection des animaux d'une sévérité unique au monde, des effectifs limités par la loi pour les poules, les porcs et les veaux, des programmes d'incitation très efficaces pour des étables particulièrement respectueuses des animaux et des sorties régulières en plein air, de nombreux labels allant encore plus loin, tels que Demeter ou KAG-Freiland, et un système de contrôle efficace.

Chacun peut faire ses achats en conséquence et promouvoir ainsi le bien-être animal. L'initiative est donc tout à fait inutile.

### **Argument 2 : le consommateur a déjà le choix aujourd'hui – et on le lui enlève**

L'initiative imposerait à l'élevage de se conformer aux directives bio, privant ainsi la population de sa liberté de choix et donnant lieu à une hausse massive des prix des produits d'origine animale en Suisse. De plus, elle prive l'agriculture de la possibilité de se différencier par ses produits.

### **Argument 3 : des produits d'origine animale chers ne sont pas à la portée de tous**

Les aliments d'origine animale se renchériraient de 20 à 40 %, soit une charge supplémentaire d'environ 1800 francs par an pour le portemonnaie des consommateurs. Tout le monde ne peut et ne veut pas acheter exclusivement des produits conformes aux normes bio. Dans l'urgence, encore plus de personnes se rendraient dans les pays voisins pour s'approvisionner. Ce tourisme d'achat affaiblit davantage notre système économique et ne sert ni l'écologie ni le bien-être animal.

### **Argument 4 : des milliers d'emplois sont en jeu**

En cas d'acceptation de l'initiative, la production indigène diminuerait d'environ 50 % pour ce qui est des porcs, et même jusqu'à 80 % pour ce qui est des volailles. Des milliers d'emplois sur les 300 000 que compte le secteur agricole et alimentaire seraient alors mis en péril.

### **Argument 5 : renforcer la production indigène et donc l'approvisionnement**

L'initiative affaiblit la production indigène et, par conséquent, l'approvisionnement. En effet, en cas d'acceptation de l'initiative, les habitudes du consommateur ne changeront pas automatiquement. Pour répondre à la



## Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif

demande, la part des aliments importés augmentera donc. Une telle hausse des importations est en totale contradiction avec l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire adopté par le peuple en 2017. En outre, les crises mondiales comme la pandémie de coronavirus et la guerre en Ukraine montrent que chaque pays subvient d'abord à ses propres besoins en situation exceptionnelle.

### **Argument 6 : l'initiative ne tient pas compte du marché**

Tout secteur économique a intérêt à axer son activité sur les besoins du marché. L'initiative sur l'élevage intensif va à l'encontre de ce principe, car elle conduit à une réglementation de l'offre par l'État. En matière d'importations, une telle réglementation constituerait en outre une violation de nos engagements envers l'OMC. Les consommateurs qui souhaitent promouvoir des formes d'élevage particulièrement respectueuses des animaux peuvent déjà le faire en achetant des denrées alimentaires produites en conséquence.

**Pour montrer à la population l'inutilité et les effets négatifs de cette initiative, l'engagement de tout le secteur agricole et alimentaire, des secteurs qui lui sont proches et de toutes les exploitations est nécessaire. De fait, que ce soit de manière directe ou indirecte, ou encore par ricochet, l'ensemble de la production indigène risque d'être affaiblie, la liberté de choix des consommateurs menacée et les importations encouragées. Telle est la conclusion du Comité national qui fait campagne pour le non.**

### **Manifestations en marge de la conférence de presse du Comité national contre l'initiative sur l'élevage intensif à Berne et à Lausanne :**

Action sur la Kornhausplatz, Berne : manifestation avec une « poule géante » ainsi que d'autres « poules » et « cochons » (pas d'animaux vivants) qui se sont mobilisées pour vivre en Suisse plutôt qu'ailleurs.

Action sur la place de la Navigation, Lausanne : arrivée d'un char décoré par les Jeunes agriculteurs vaudois. Trois personnes ont parlé sur place : Philippe Leuba, chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport du canton de Vaud, Daniel Würigler, président de GalloSuisse, et Loïc Bardet, directeur de l'Association des groupements et organisations romands de l'agriculture (AGORA).

*Lors de la conférence de presse, les personnes suivantes ont pris la parole :*

*Fabienne Wyder, agricultrice et éleveuse de porcs, Büren an der Aare*

*Andrea Gmür-Schönenberger, conseillère aux États, Le Centre*

*Marco Chiesa, conseiller aux États, président de l'UDC*

*Johanna Gapany, conseillère aux États, vice-présidente du PLR Suisse*

*Fabio Regazzi, conseiller national, président de l'Union suisse des arts et métiers*

*Babette Sigg, présidente du Forum suisse des consommateurs*

*Christoph Mäder, président d'économiesuisse*

*Markus Ritter, conseiller national et président de l'Union suisse des paysans*

*Renseignements :*

*Urs Schneider, responsable de la campagne, tél. 079 438 97 17*

*Sandra Helfenstein, coresponsable de la division Communication de l'USP, tél. 079 826 89 75*

[www.non-initiative-elevage-intensif.ch](http://www.non-initiative-elevage-intensif.ch)